

DEBAT PUBLIC EPR

12 décembre 2005

Grenoble

Suite à l'annonce du choix du site pour la construction du premier réacteur EPR en France, le Parti socialiste a rappelé (communiqué de presse du 21 octobre 2004) son opposition à la décision de construire l'EPR et de relancer ainsi de façon prématurée le programme nucléaire français.

Si, en l'état actuel, la filière nucléaire est un atout pour la France dans le respect des engagements pris à Kyoto, construire aujourd'hui l'EPR en France, ne correspond pas à un besoin réel et immédiat, compte tenu des capacités de production existantes et des échéances prévues pour le renouvellement des centrales (2020 ou 2030 selon les experts).

Les fonds mobilisés pour l'EPR sont autant de financements qui ne pourront pas être mobilisés pour la diversification énergétique par la recherche (y compris sur le nucléaire du futur), les énergies renouvelables et les modes de transport alternatifs (fret maritime et ferroviaire, transports collectifs...)

Alors que la flambée des cours du pétrole témoigne de la nécessité d'une véritable politique énergétique, le Parti socialiste dénonce une nouvelle fois l'absence de toute politique cohérente du gouvernement en la matière.

Plan climat vide de contenu, réduction drastique des crédits de l'ADEME et des budgets de la recherche, abandon du soutien aux transports collectifs en site propre, absence de volonté en matière de promotion des énergies renouvelables : rarement une politique énergétique n'aura été aussi contraire aux objectifs affichés.

Le Parti socialiste regrette que la hausse inéluctable des prix des énergies fossiles ne soit pas mise à profit pour réactiver la politique d'économies d'énergie et préparer "l'après-pétrole", par une action publique forte et déterminée.

Aline Blanc-Tailleur

Parti Socialiste – fédération de l'Isère

Secrétaire fédérale à l'environnement et au développement durable